

# Au Danemark, des élections convoquées sous la pression

Menacée d'un vote de défiance par ses alliés, la première ministre, Mette Frederiksen, a annoncé la tenue d'un scrutin le 1<sup>er</sup> novembre

MALMÖ (SUÈDE) -  
correspondante régionale

Acculée, la première ministre danoise, Mette Frederiksen, n'a pas eu le choix. Ses alliés au Parlement, les sociaux-libéraux (Radikale Venstre), la menaçaient d'un vote de défiance ce jeudi 6 octobre, si elle ne convoquait pas des élections générales avant. Évitant cette humiliation, la chef de file des sociaux-démocrates a annoncé, mercredi, que le scrutin aurait lieu le 1<sup>er</sup> novembre, donnant le coup d'envoi d'une campagne éclair, dans un contexte intérieur et géopolitique tendu.

Au Danemark, les premiers ministres sortants ont un avantage : ils décident quand les électeurs seront appelés aux urnes, à condition que ce soit dans les quatre ans suivant le dernier scrutin. En mai 2019, le libéral Lars Lokke Rasmussen, au pouvoir depuis 2015, avait profité de l'hospitalisation de Mette Frederiksen pour lancer la campagne. Souffrant d'une gastro-entérite sévère, celle-ci avait manqué le premier débat télévisé, qui réunit traditionnellement les leaders des partis, le soir même de la convocation des électeurs.

Cette fois encore, Mette Frederiksen aurait sans doute préféré attendre. Son mandat devait se terminer en juin 2023. Mais elle avait un « pistolet sur la tempe », résume le politiste Martin Vinæs Larsen. La patronne des sociaux-démocrates a reconnu que le moment choisi était loin d'être idéal. Au Danemark, le mécontentement

monte face à l'inflation à son plus haut niveau depuis quarante ans. La crise économique menace. Et, depuis le 26 septembre, le royaume scandinave fait face à une situation sans précédent, après les explosions survenues sur les gazoducs Nord Stream, situés dans sa zone économique exclusive, au large de l'île de Bornholm.

M<sup>me</sup> Frederiksen n'a pourtant pas été prise au dépourvu. La leader du parti social-libéral, Sofie Carsten Nilesen, avait présenté son ultimatum cet été, le 2 juillet. « Un nouveau départ est nécessaire », écrivait-elle alors sur Facebook, arguant de la polarisation sur la scène politique, après la publication, quatre jours plus tôt, du rapport de 1 600 pages de la commission d'enquête sur les visons.

Pendant près d'un an, un juge, un professeur de droit et deux avocats ont interrogé une centaine de personnes, dont la première ministre, les membres de son gouvernement et de son cabinet. L'objectif : établir les responsabilités sur la décision qui a conduit Mette Frederiksen, le 4 novembre 2020, à décréter l'abattage de la totalité du cheptel de visons danois, soit plus de 15 millions de bêtes, dans le but d'éviter la propagation d'un variant du SARS-CoV-2 observé chez ces mammifères.

Or, il était rapidement apparu que le gouvernement ne disposait d'aucune base légale pour prendre une telle décision. Si la commission a estimé que la cheffe du gouvernement n'avait pas connaissance de ce vide juridique, elle n'en a pas moins critiqué sa façon

**M<sup>me</sup> Frederiksen a reconnu que le moment choisi était loin d'être idéal. Le mécontentement monte face à l'inflation**

de diriger le pays. « Le rapport l'accuse d'avoir mis en place des processus de décision trop rapides, qui ont conduit son entourage à agir sans se renseigner sur la légalité des procédures, ce qui revient à remettre en question ses compétences en tant que première ministre », estime Martin Vinæs Larsen.

**Appel au compromis national**

A la tête d'un gouvernement minoritaire depuis juin 2019, la leader sociale-démocrate a fait savoir qu'elle souhaitait diriger, après les élections, une large coalition gouvernementale, des deux côtés de l'échiquier politique. Un appel au compromis national, qu'elle justifie par les dangers qui menacent, de « la guerre en Europe » à « la crise économique ». Elle a ainsi axé sa campagne sur le thème de la sécurité.

« En rappelant la situation géopolitique, elle affirme qu'elle représente un choix sûr, pour les électeurs, face à ses opposants, qui n'ont pas son expérience face aux crises », note le politiste Kasper Møller Hansen. Sa gestion de l'épi-

démie de Covid-19 a été saluée au Danemark. Mais son parti, crédité de 22 % des intentions de vote dans les sondages, a du mal à décoller, après avoir chuté fin juin, à la suite de la publication du rapport d'enquête sur les visons.

Ses opposants de droite ont rejeté sa proposition de coalition. Ils critiquent sa pratique « omnipotente » du pouvoir et la menacent d'un procès devant une cour spéciale de justice. Ils attaquent aussi son bilan économique. « Le Danemark ne peut pas se permettre quatre ans de plus avec Mette Frederiksen », a estimé le libéral Jakob Ellemann-Jensen, un des deux candidats à sa succession, avec le conservateur Søren Pape Poulsen.

A vingt-sept jours du scrutin, les élections s'annoncent serrées. Pas moins de quatorze partis sont en lice, un record depuis 1987. Trois formations se présentent pour la première fois, dont les Démocrates du Danemark, fondés en juin par l'ex-ministre libérale de l'immigration, Inger Støjberg. Celle-ci revient sur la scène politique après avoir porté un bracelet électronique pendant deux mois, à la suite d'une condamnation pour une décision illégale – la séparation de couples de demandeurs d'asile –, prise quand elle était au gouvernement. La plupart des candidats de sa formation, dont le nom imite celui du parti d'extrême droite suédois, créditée de 10 % des intentions de vote, viennent du Parti du peuple danois (extrême droite), qui pourrait être évincé du Parlement. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

# Ukraine : Poutine annexe la centrale nucléaire de Zaporijia

Le chef du Kremlin a signé un décret visant à transférer la propriété du site à la Russie

Après sept mois d'occupation, la Russie s'est formellement approprié, mercredi 5 octobre, la centrale nucléaire de Zaporijia, dans le sud de l'Ukraine. La gestion administrative du site, pris le 4 mars par les soldats russes, a été transférée à Moscou. « Le gouvernement devra veiller à ce que les installations nucléaires de la centrale (...) soient acceptées comme propriété fédérale », mentionne le décret signé par Vladimir Poutine.

Peu après cette annonce, le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, qui avait prévu de se rendre à Kiev et à Moscou cette semaine, a annoncé son départ vers la capitale ukrainienne, afin de discuter de la mise en place d'une zone de sécurité et de protection autour de la centrale, jugée « plus urgente que jamais » pour prévenir tout accident nucléaire.

L'AIEA a réclamé la mise en place de cette zone de sécurité dès le 6 septembre, dans un rapport publié à l'issue de sa première visite dans le pays depuis le début de l'occupation. « La situation actuelle est intenable », « il est urgent de prendre des mesures provisoires » et « les bombardements sur le site et dans les environs doivent cesser tout de suite pour éviter de provoquer de nouveaux dommages aux installations », a écrit l'instance onusienne dans ce texte de cinquante-deux pages.

**« Absurde et inapproprié »**

L'AIEA a précisé, mercredi, qu'un des six réacteurs – actuellement tous à l'arrêt – doit redémarrer à puissance réduite. « Le but est la production de vapeur et de chaleur pour les besoins de la centrale. Il faudra un certain temps pour terminer tous les préparatifs avant que le réacteur puisse fonctionner de nouveau », précise l'agence onusienne.

Moscou et Kiev s'accusent mutuellement de bombardements sur le site depuis plusieurs mois. Ces frappes font craindre une catastrophe nucléaire majeure, similaire à celle de Tchernobyl en 1986. La centrale de Zaporijia, la plus grande d'Europe, est située dans l'un des territoires ukrainiens officiellement annexés par la Russie. Elle est également non loin de la ligne de démarcation entre les territoires contrôlés par Kiev et ceux occupés par Moscou.

Après l'annonce du décret russe, l'opérateur nucléaire ukrainien, Energoatom, l'a qualifié de « nul et non avvenu, absurde et inapproprié ». La décision de Moscou d'annexer la centrale montre « l'agonie du monde imaginaire fou du pays agresseur », a estimé l'entreprise d'Etat, qui assure que « la centrale de Zaporijia continuera d'opérer en Ukraine, conformément à la législation ukrainienne, dans le système

**Le chef de l'AIEA juge la mise en place d'une zone de protection autour de la centrale « plus urgente que jamais »**

énergétique ukrainien, dans Energoatom ». De son côté, le ministre des affaires étrangères ukrainien a appelé ses partenaires occidentaux à imposer d'urgence des sanctions contre l'agence atomique russe, Rosatom, dont des ingénieurs sont présents sur le site.

La décision de la Russie intervient quelques jours après le bref enlèvement du directeur général ukrainien de la centrale, Ihor Mourachov, kidnappé le 30 septembre par les Russes, alors qu'il rentrait chez lui, avant d'être relâché deux jours plus tard. Dmytro Orlov, le maire en exil d'Enerhodar – où se trouve le site de la centrale – a pu lui parler après sa libération. Le directeur général de la centrale lui a raconté qu'il avait passé deux jours « en isolement, dans le sous-sol, avec des menottes et un sac sur la tête ». « Son état peut difficilement être qualifié de normal », a précisé M. Orlov. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, avait décrit cet enlèvement comme une « nouvelle manifestation de la terreur russe ». M. Mourachov n'a pas repris ses fonctions à la tête de la station nucléaire après sa libération. Le patron d'Energoatom, Petro Kotine, a annoncé, mercredi matin, avoir pris sa succession.

Avec ses six réacteurs nucléaires VVER-1000, la centrale de Zaporijia dispose d'une capacité de près de 6 000 mégawatts, permettant d'alimenter près de quatre millions de foyers en électricité. Avant l'offensive de la Russie, elle produisait plus d'un cinquième de l'électricité ukrainienne. Selon Samuel Ramadi, chercheur associé au groupe de réflexion Royal United Services Institute à Londres, la décision de Vladimir Poutine de s'approprier la station nucléaire va « créer un prétexte pour que la Russie consolide le contrôle à long terme de la centrale de Zaporijia, et en détourne l'électricité vers la Crimée et les zones occupées de l'Ukraine ».

Environ quatre mille employés de la centrale de Zaporijia ont fui. Ceux qui sont restés ont évoqué des menaces d'enlèvement et de torture. Quelques deux cents employés ukrainiens travaillent toujours sur le site, sous la menace armée des Russes. ■

FAUSTINE VINCENT

# Un accord sur les fonds marins entre Ankara et Tripoli ravive les tensions avec Athènes

La signature d'un nouveau « protocole d'entente » turco-libyen pour la prospection d'hydrocarbures est aussi critiquée par l'UE, qui redoute une manœuvre de déstabilisation

ISTANBUL, ATHÈNES -  
correspondants

Entre Athènes et Ankara, les accalmies ne durent jamais longtemps. Lundi 3 octobre, c'est la signature d'un « protocole d'entente » pour la prospection d'hydrocarbures entre le gouvernement de Tripoli et la Turquie qui a ravivé les tensions. Les détails de l'accord ne sont pas connus, mais celui-ci prévoit de « développer des projets liés à l'exploration, à la production et au transport de pétrole et de gaz », d'après le porte-parole du gouvernement de Tripoli, Mohamed Hamouda.

Selon la presse grecque, on doute du fait que l'exploration puisse avoir lieu au-delà de la frontière libyenne dans des zones maritimes revendiquées par d'autres pays méditerranéens. En novembre 2019, un premier accord énergétique avait déjà été conclu entre Ankara et le gouvernement libyen d'accord national (le GAN de Faïez Sarraj), basé à Tripoli et reconnu par l'ONU. Il dressait de nouvelles frontières maritimes du sud-ouest de la Turquie au nord-est de la Libye, à travers une zone revendiquée par la Grèce et Chypre, cruciale pour les plans d'un futur gazoduc.

En guise de riposte, Athènes et Le Caire avaient d'ailleurs signé, en août 2020, leur propre accord de démarcation des frontiè-

res maritimes dans la zone. « Avec ce nouvel accord, la Turquie veut trouver un moyen de renforcer de facto le mémorandum turco-libyen de 2019, qui n'est reconnu par aucun autre pays », estime Panagiotis Tsakonas, chercheur à la Fondation hellénique pour la politique européenne et étrangère.

Pour le chef de la diplomatie grecque, Nikos Dendias, le gouvernement de Tripoli est dépourvu de « légitimité » pour sceler un tel accord. Dans une Libye profondément divisée, celui-ci a été en effet immédiatement rejeté par l'administration rivale de Tripoli, située dans l'est du pays, et soutenu par une partie du Parlement, dont le président, Aguila Salah, a qualifié le protocole d'« illégal et inacceptable ».

M. Dendias a, lui, averti que « la Grèce continuera à informer ses partenaires et alliés du rôle de déstabilisateur [joué par] la Turquie ». L'Union Européenne (UE) a également condamné l'accord, « car il est fondé sur un mémorandum turco-libyen qui va à l'encontre du droit de la mer et porte atteinte aux droits des Etats tiers ». « Les actions susceptibles de porter atteinte à la stabilité régionale doivent être évitées », a réagi Peter Stano, porte-parole des affaires étrangères de la Commission européenne.

« S'opposer à cet accord de coopération entre deux Etats souve-

rains est contraire à la fois au droit international et aux principes fondamentaux de l'ONU », a riposté, de son côté, le porte-parole du ministère des affaires étrangères turc, Tanju Bilgiç. « L'UE, a-t-il précisé, n'est pas un organe judiciaire international qui peut commenter ou statuer sur des accords entre pays tiers souverains. »

**Longue liste de différends**

Cette nouvelle crispation est venue s'ajouter à la longue liste des différends entre la Grèce, membre de l'UE, et la Turquie, candidate à son intégration, quelques heures à peine avant le sommet européen de Prague, auquel participent également des dirigeants de dix-sept pays non membres de l'UE, dont la Turquie. Il est peu probable que le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, et le président turc, Recep Tayyip Erdogan, y prennent le temps de s'entretenir.

Depuis juin, le président turc a fermé la porte à tout dialogue et mis fin aux pourparlers diplomatiques qui avaient repris entre les deux pays, depuis janvier 2021. La raison de sa colère ? Le rapprochement gréco-américain. Lors d'une visite à Washington, le premier ministre grec s'était opposé, dans un discours au Congrès, à la vente d'avions de combat américains à la Turquie. L'achat des F-35 est un point sensible pour Ankara, qui cherche désespérément

à acheter ces avions pour rattraper sa flotte devenue obsolète.

Washington refuse cette transaction depuis 2019, pour punir Ankara d'avoir acquis un système russe de défense antiaérienne S-400, conçu à l'origine pour détecter la présence des avions de l'OTAN. En mai, le Parlement grec a ratifié, en pleine guerre en Ukraine, un accord de défense mutuelle qui renforce la présence des forces armées américaines en Grèce. Depuis 1969, les Etats-Unis ont déjà un accès privilégié à la base navale de Souda, en Crète, ce qui leur permet de contrôler la situation en Méditerranée orientale. Désormais, l'armée américaine pourra aussi utiliser la base d'Alexandroupoli, située dans la région frontalière de l'Evros, dans le nord-est de la Grèce, à seulement quelques kilomètres de la frontière turque.

« Dans la rhétorique utilisée par le président Erdogan, la Grèce est la marionnette des Etats-Unis dans la région, explique M. Tsakonas. Il veut, en fait, faire pression sur les Etats-Unis en passant par la Grèce, et obtenir ce contrat d'armement devenu essentiel. » A quelques mois d'élections cruciales en Turquie, toute victoire est bonne à prendre. ■

NICOLAS BOURCIER  
ET MARINA RAFENBERG

Cet article est le premier de Nicolas Bourcier en tant que correspondant à Istanbul.

**BIRMANIE**  
**Dix ans de prison pour un journaliste japonais**

Toru Kubota, incarcéré dans la prison d'Insein, à Rangoun, où sont détenus de nombreux prisonniers politiques, a été condamné, mercredi 5 octobre, à dix ans de prison, selon un diplomate japonais. Le vidéaste, âgé de 26 ans, avait été arrêté à Rangoun, fin juillet, alors qu'il couvrait une manifestation contre la junte au pouvoir. En 2019, il avait également tourné un documentaire sur les Rohingyas, minorité musulmane cible d'une répression san-

glante de l'armée et de milices bouddhistes. – (AFP)

**THAÏLANDE**  
**Tuerie dans une crèche**

Une fusillade survenue, jeudi 6 octobre, dans une crèche à Na Klang, dans le nord de la Thaïlande, a fait « au moins 30 morts », dont 23 enfants, a indiqué un colonel de police de la province de Nong Bua Lamphu. Les forces de sécurité ont lancé un avis de recherche pour retrouver le principal suspect, un ancien policier de 34 ans, en possession d'un fusil, d'un pistolet et d'un couteau. – (AFP)